

L'ATTITUDE DES FRANÇAIS VIS-À-VIS DE LA CORRUPTION

Daniel Boy

11/12/2023

Dans quelle proportion les Français pensent-ils que les personnes exerçant du pouvoir sont aujourd'hui corrompues ? Ont-ils le sentiment d'avoir déjà été confrontés à des actes ou des situations relevant de la corruption ? Quels sont à l'heure actuelle les acteurs et les institutions de confiance pour incarner la lutte contre la corruption en France ? Dans quelle mesure jugent-ils efficaces les règles actuelles visant à une plus grande transparence de la vie publique ?

Menée par Transparency International, la Fondation Jean-Jaurès et Toluna Harris Interactive, une nouvelle vague d'enquête – la quatrième depuis la création du baromètre en 2016 – mesure les évolutions concernant la perception de l'étendue de la corruption en France et à mettre en regard les expériences vécues par les Français.

[Découvrez les résultats complets](#)

Que retenir de cette quatrième vague ?

- Le sentiment de corruption des personnes exerçant des responsabilités est très largement partagé, bien qu'en recul depuis la dernière mesure. 87% des Français estiment que ces personnes sont corrompues (dont 43% qu'une grande partie d'entre elles le sont). Un niveau très élevé mais en baisse de 4 points depuis la dernière mesure de 2019 et de 8 points depuis la mesure de 2017. On observe ainsi depuis 2016 un recul du sentiment de corruption pour la plupart des catégories testées. Si plus de 6 Français sur 10 estiment que les élus et dirigeants politiques comme les députés et sénateurs (68%), les députés européens (67%) et le pouvoir exécutif (64%) sont corrompus, ces niveaux sont également en baisse de 5 à 6 points depuis 2019.
- Cette perception de corruption élevée en France s'incarne également dans leur vécu personnel, plus d'un tiers des Français indiquant qu'on lui a rapporté un acte de ce type.

- Les Français se sentent peu à l'aise avec l'idée de signaler un acte de corruption : si près de 7 Français sur 10 indiquent qu'ils signaleraient un acte de corruption s'ils en avaient connaissance, seul un quart le ferait « certainement ». Une position qui traverse de manière homogène toutes les catégories de population, que ce soit en termes de sexe, d'âge, de catégorie socio-professionnelle et de niveau de diplôme. À l'inverse, 3 Français sur 10 déclarent qu'ils ne le signaleraient probablement ou certainement pas, ces derniers mettant principalement en avant le fait de ne pas souhaiter dénoncer mais également qu'un tel signalement n'aurait probablement pas d'effet. Pour autant, les deux acteurs ayant le rôle le plus important selon les Français pour lutter contre la corruption sont à la fois les lanceurs d'alerte et la justice.
- Lorsqu'on leur présente un certain nombre de situations étant considérées comme des actes ou tentatives de corruption concernant des personnalités politiques ou des dirigeants d'entreprises, les Français considèrent la plupart d'entre elles comme étant « graves » voire « très graves », en particulier lorsqu'il s'agit d'un cas d'enrichissement personnel ou de versement de pots de vins. Au niveau individuel, les Français se montrent particulièrement sensibles aux comportements cherchant à frauder l'administration fiscale (qui sont considérés comme particulièrement graves). Ils se montrent en revanche plus partagés quant au fait de payer en liquide des travaux de manière non déclarée (51% estimant que cela est grave, contre 48% pensant le contraire).
- Enfin, en matière de corruption en politique, les Français se montrent partagés quant aux condamnations judiciaires d'hommes ou de femmes politiques : un quart estime que ces condamnations sont plus sévères que par le passé, un quart qu'elles le sont moins et une moitié qu'elles ne sont ni plus ni moins sévères. Ils estiment néanmoins en majorité que les règles de transparence de la vie publique pour les responsables politiques ne sont pas assez strictes (61%).

Méthodologie

Enquête réalisée **en ligne** du **25** au **30 octobre** 2023.

Échantillon de **1500** personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus.

Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie

socioprofessionnelle et région de la personne interviewée.

Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les évolutions présentées sont relatives aux études suivantes :
 - Comparatif 2016 : Enquête réalisée pour Transparency International France auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes, du 23 au 25 août 2016.
 - Comparatif 2017 : Enquête réalisée pour Transparency International France auprès d'un échantillon national représentatif de 1006 personnes, du 14 au 16 mars 2017.
 - Comparatif 2019 : Enquête réalisée pour Transparency International France auprès d'un échantillon national représentatif de 1802 personnes, du 12 au 13 mars 2019.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)